**Transition écologique, un million d’emplois à la clé** Le 20/11/2020 par [Benjamin Leclercq](http://www.wedemain.com/author/BenjaminLeclercq)

Bon pour la planète, cet immense chantier qu’est la transition écologique va aussi créer des emplois… près d’un million en France ! WE DEMAIN décrypte, secteur par secteur, notre plus grande chance économique et sociale pour les trois prochaines décennies.

Partager la publication "Transition écologique, un million d’emplois à la cl



L’histoire retiendra peut-être qu’il aura fallu une pandémie et un fourbe virus pour que, après s’être d’abord vilainement enrhumée, l’économie du XXIe siècle entame sa mue. Comme si, effet secondaire impromptu et salutaire, le Covid-19 avait fait de la transition écologique un scénario enfin crédible. Le plan de relance annoncé par le gouvernement Castex en septembre a donné, de fait, une place inédite au verdissement de l’économie : 30 des 100 milliards d’euros mobilisés par l’État pour ces deux prochaines années seront ainsi fléchés vers la transition écologique. Transports (11 milliards), énergie (9 milliards) ou encore rénovation énergétique des bâtiments (7 milliards)… Le politique aurait-il enfin pris la mesure de l’urgence ?

Pas si vite, tempèrent ONG et climatologues. Si le montant de l’enveloppe est perçu comme un bon début, les écologistes s’inquiètent du manque de pérennité des mesures et surtout de l’absence de contraintes pour les entreprises. Celles-ci se taillent en effet une grosse part du gâteau (34 milliards d’euros !), sans contrepartie sociale ni environnementale…

*“Les dispositions sont peu contraignantes et n’incluent pas de mesures d’évaluation”*, regrette ainsi le Haut Conseil pour le climat, quand le WWF déplore *“l’absence d’éco-conditionnalité des aides aux grandes entreprises”*.

L’État français promet une “relance verte” mais il a été prompt, rappellent les ONG, à voler au secours de secteurs polluants, comme l’aérien et l’automobile, dès le début de la crise.

**Graal post-Covid**

*“Le fait que la transition écologique génère un double dividende, économique d’abord – une hausse de l’emploi – et écologique ensuite – une baisse des émissions – est aujourd’hui largement admis”*, martèle l’économiste Gaël Callonnec, qui coordonne à l’Agence de la transition écologique (Ademe) les travaux de modélisation des différents scénarios macroéconomiques de la transition écologique.

Selon les calculs, la transition écologique génèrera environ 340 000 emplois en 2035 et jusqu’à 900 000 en 2050. Le symbolique million n’est plus si loin. Une tendance que l’Organisation internationale du travail (OIT) confirmait en 2018, estimant qu’au plus fort de la transition, quatre emplois seront créés pour chaque emploi perdu.

**Emplois verts et verdissants**

Si elle cahote encore, la machine est bel et bien lancée. La France compte déjà plus de 144 000 emplois “verts” (à finalité purement environnementale) : 20 % dans la production et distribution d’électricité et d’eau ; 45 % dans la protection de la nature et de l’environnement ; et 35 % dans l’assainissement et le traitement des déchets. Un bilan que complètent près de 3,8 millions d’emplois dits “verdissants” (affectés de près ou de loin par les préoccupations environnementales), répartis entre le bâtiment (38,6 %), les transports (19,5 %), l’industrie (19,2 %), la recherche et développement (9,2 %) et l’agriculture, la nature et les espaces verts (6 %).

Si certains secteurs, au cours des prochaines décennies, verdiront des emplois déjà existants plus qu’ils n’en créeront de nouveaux (finance, commerce, etc.), le Commissariat général au développement durable (CGDD) identifie en revanche quatre filières pour lesquelles le potentiel de développement est “majeur” au regard des atouts de la France : l’eau et l’assainissement ; le recyclage ; la valorisation des déchets ; et les énergies marines.